

Ce qu'est l'Europe de la défense. Ce qu'elle n'est pas

(B2) Alors que le serpent de mer de l'armée européenne ressurgit par la grâce d'Emmanuel Macron (*), il n'est pas inutile de revenir sur terre. Ce qui existe aujourd'hui ... et ce qui n'existe pas en matière de défense au niveau européen.

La réalité inscrite dans les Traités européens actuels est la politique (européenne) de sécurité et de défense commune (PeSDC). Ou en langage commun, l'Europe de la défense. Elle n'est cependant pas comparable à ce qui se définit au plan national comme une politique de défense. Que ce soit dans le langage des pro ou des anti-intégrations européennes, cet aspect est bien souvent gommé. Or, il est primordial d'avoir une vue 'honnête' et 'objective' de la situation actuelle.

Une politique nationale de défense

D'un point de vue national, une politique de défense se définit tout d'abord par une autorité qui imprime sa marque et un circuit décisionnel court (comme en France avec un président de la république acteur principal) ou plus long (comme en Allemagne avec une décision du gouvernement, une approbation du parlement). Elle répond à une stratégie de défense, qui est élaborée par strates successives, en répondant à des antécédents historiques et une logique politique. Elle se développe ensuite dans un budget d'investissement d'une armée, des équipements militaires, des troupes, une logique d'action et une légitimité dans l'opinion publique qui accepte, plus ou moins, un engagement militaire intérieur ou extérieur, à risque ou non.

L'Europe de la défense : un projet politique

L'Europe de la défense est tout d'abord un projet politique, qui vise à affirmer la place de l'Europe dans le monde, au service d'une politique étrangère. Elle ne consiste pas ainsi à assurer la défense du territoire ni la protection des citoyens (malgré les déclarations politiques en ce sens). Elle se procède que d'une coordination des efforts des États membres. Son circuit décisionnel repose ainsi toujours, à toutes les étapes, de l'initiative à l'approbation puis au commandement et au contrôle, à un accord de tous les États membres, de façon collégiale. Mettre tout le monde d'accord au même moment sur un enjeu commun est un véritable 'challenge'. Elle n'a comme objectif unique d'avoir une capacité d'intervention, limitée, dans des missions ou opérations de paix ou de consolidation de l'état de droit. Elle n'est pas ainsi une force d'intervention tout azimut, n'a pas de commandement militaire direct (national) ou intégré (comme l'OTAN), ni de troupes ou de forces disponibles en permanence ni en propre. Elle ne peut qu'intervenir à l'extérieur des frontières, avec le consentement des États concernés (ou au moins de leurs gouvernements) et de la communauté internationale. On est ainsi très loin des 'fondamentaux' d'une armée européenne.

L'Europe de la défense

Ce qu'elle est !

Un projet politique

Une coordination des efforts des Etats membres

Une capacité d'intervention dans des missions de paix ou structuration des pays tiers

Ce qu'elle n'est pas

Une défense du territoire

Une protection des citoyens

Une force d'intervention tout azimut

Un commandement militaire

Une capacité d'achats

B2

« Rassembler les peuples d'Europe en un seul corps politique en conservant à chacun son indépendance nationale. » - Saint-Simon

Bruxelles2

Quand on met face à face ainsi les principes d'une défense nationale et ceux de l'Europe de la défense, il est inévitable que la seconde soit moins efficace que la première. On peut considérer qu'il s'agit d'une faiblesse temporaire, due aux personnalités politiques du moment. Ce peut être le cas parfois. Mais il ne faut pas minorer les faiblesses structurelles dû à un fait principal : l'Europe n'est pas un État mais une structure juridique et économique de concertation et coopération avant tout.

Si on veut donner un aperçu plus mathématique, j'ai évalué, sous forme d'une note — sur une échelle de 0 à 3 — quels points remplit l'Union européenne, une fois tous les projets évoqués ces derniers temps mis en place. On va ainsi d'une note de 0 à 3 selon les thèmes : 0 pour les équipements et les forces disponibles à 2 pour le budget de recherche, en passant par le mode de décision et le consensus politique que je cote à 1 sur 3.

Défense nationale v/s Europe de la défense

Une structure qui décide	Un haut représentant 'super diplomate', mais pas un décideur Le mode de décision reste au consensus (27) Note : 1/3
Un consensus politique	(Nouveau) Une coopération structurée permanente (Nouveau) Une initiative européenne d'intervention Note : 1/3
Une stratégie de défense qui avec priorités et adversaires	Une 'global strategy' qui n'a de stratégie que le nom. L'Europe qui protège est un slogan, pas une stratégie Note : 1/3
Budget d'investissement	(Nouveau) Le Fonds européen de la Défense. Un budget pour la recherche et le développement est dégagé Note : 2/3
Achats d'équipements	Achats nationaux. Pas de préférence européenne Note : 0/3
Un commandement C2	Un (petit) commandement sur les missions militaires Note : 1/3
Des troupes	Pas de troupes disponibles Echec du battlegroup Note : 0/3
Légitimité + Acceptation du risque	Fort soutien dans les Eurobaromètres, mais faible consensus sur l'intervention extérieure Note : 1/3

B2

« Nous n'avons pas encore atteint Rome ... mais nous avons franchi le Rubicon » (proche de Donald Tusk).

Des avancées mais lentes et tardives

Cette évaluation prend en compte certaines évolutions, très récentes, sur de nombreux points, qui ne sont pas négligeables mais ne permettent pas encore de combler toutes les lacunes.

Au niveau de la sécurité intérieure, on peut ainsi noter la création d'un corps européen de garde-frontières, le renforcement d'Europol, la compétence donnée au futur Parquet européen pour le terrorisme ou la mise sur orbites complète du système Galileo, concurrent européen du GPS. Toutes nouveautés qui ne sont pas encore pleinement en place. Ils le seront d'ici 2019-2021.

En matière de défense, on peut remarquer les propositions de création d'un fonds européen de défense, de facilité européenne de paix, d'un fonds transport pouvant être utilisée pour la mobilité militaire. Des propositions qui doivent être encore approuvées et n'entreront réellement en vigueur qu'en 2021 avec une montée en puissance d'ici 2027. A cela il faut ajouter la coopération structurée permanente, qui a été créée, mais dont le réel effet ne se fera sentir qu'à l'horizon 2021-2025, car elle repose sur une approche dite 'phasée'.



Des lacunes comblées, mais pas toutes

On le voit donc. Certaines lacunes sont en passe d'être comblées, mais pas toutes. L'Europe a souvent manqué de réactivité et d'adaptation aux différentes crises. Pas seulement en matière stratégique, mais aussi diplomatiques ou même économiques.

Qu'il s'agisse de la crise financière, de la crise migratoire, de la guerre en Syrie ou à l'Est de l'Ukraine, le scénario est souvent le même. L'Europe paraît surprise d'un événement, tâtonne durant plusieurs mois (au bas mot) puis essaie une ou deux solutions, parfois sans succès, car la crise a ensuite évolué, pour trouver enfin le moyen adéquat (crise financière ou crise migratoire)... ou baisser les bras (crise syrienne). Entretemps les dégâts sont profonds : économiques et sociaux durant la crise financière, éthiques et politiques durant la crise migratoire.

La politique de défense intrinsèquement liée à une politique étrangère nécessite de s'interroger sur les défaites et succès de la diplomatie européenne.

Défaites et succès de la diplomatie européenne

Les défaites européennes

Des fautes de prévision ?

La perte de l'Euro au niveau mondial

Le conflit en Ukraine et l'accord d'association avec Kiev

Le conflit en Syrie et la crise migratoire qui suit

Les succès européens

La force de sa faiblesse

Les sanctions vis-à-vis de la Russie (avec maintien de l'unanimité)

La négociation sur le Brexit (avec un consensus de négociation)

Le soutien à la Tunisie, seul rescapé du printemps arabe



(Nicolas Gros-Verheyde)

(*) Lire : [Face aux menaces, Macron propose une armée européenne. Un vieux ou un jeune phantasme ?](#)

NB : cet article est développé à partir d'un court exposé consacré à 'l'Europe de la défense aujourd'hui', aux Entretiens de la Citadelle à Lille le 25 octobre 2018. La photo illustrative est choisie à dessein, le Danemark étant le seul pays de l'Union européenne à ne pas participer à la politique de sécurité et de défense...

Europe de la Défense ou défense européenne

Un débat a lieu chez certains observateurs ou responsables sur l'utilisation de ce terme. A juste titre. Car le terme officiel — politique de sécurité et de défense commune — est plutôt complexe à dérouler. Mais je n'en ai pas trouvé de plus symbolique. Le terme de 'défense européenne' souvent utilisé est tout aussi irréal, car il n'y a pas de 'défense européenne' au sens de l'Union européenne. Il prêche à confusion, avec la défense territoriale du continent européen, incarné par l'OTAN.

[Nicolas Gros-Verheyde](#)